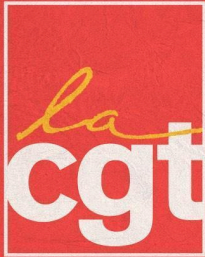


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Le 1er mai est à nous !

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs, a eu cette année une résonance particulière. Alors que les attaques contre ce jour férié obligatoirement chômé et payé se sont intensifiées, alors que les prix explosent, que les salaires stagnent et que les profiteurs de guerre accumulent les profits, ce sont des centaines de milliers de salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi et jeunes qui se sont mobilisé-es dans la rue.

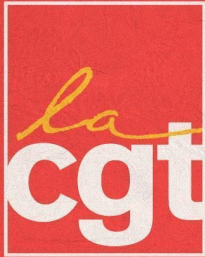
Plus de 320 manifestations et rassemblements ont été organisés pour défendre le 1er mai, nos salaires, pour la justice sociale et la paix juste et durable. Plus de 300 000 personnes ont manifesté, un chiffre en progression par rapport à l'année dernière, avec près de 100 000 à Paris, 30 000 manifestant-es à Marseille, 12000 à Lyon et Toulouse, 8 000 à Bordeaux, 7000 à Grenoble, et aussi par exemple 450 à Villefranche-sur-Saône, 300 à Riom, 80 à Saint-Affrique, ...

Partout, manifestantes et manifestants ont défilé en reprenant des slogans revendicatifs : "le 1er mai, chômé, payé, on s'est battu pour le gagner on se battra pour le garder !", "de l'argent pour les services publics, pas pour la guerre", "augmenter les salaires, pas les actionnaires", "de l'argent pour l'emploi, pas pour le patronat", "pain, paix, liberté", "le Rassemblement national pire ennemi des travailleurs-ses"....

Dans ces cortèges, la CGT a réaffirmé l'importance de la mobilisation pour la défense du 1er mai. Après une première victoire sur la proposition de loi visant à faire travailler 1,4 millions de travailleurs et de travailleuses le 1er mai, le gouvernement cherche à imposer en urgence une loi floue qui ferait entrer dans le périmètre de la dérogation au chômage du 1er mai plus de 200 000 salarié-es. La CGT rappelle que le « volontariat » n'existe pas en entreprise et appelle à signer massivement la pétition unitaire des 8 organisations syndicales [« Non au passage en force sur le 1er mai ! »](#) qui atteint aujourd'hui presque 114 000 signataires.

Dans les cortèges, la CGT a porté avec les manifestants la défense de la paix et la solidarité avec les travailleurs et travailleuses du monde entier qui subissent les guerres, les bombardements et les conséquences mortifères des agissements de gouvernements d'extrême droite qui veulent imposer la loi du plus fort au détriment du droit international.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Ce 1er mai a aussi été l'occasion de réaffirmer notre lutte contre les idées d'extrême droite, contre le racisme et l'antisémitisme. Le monde du travail est attaqué frontalement par le Rassemblement national et ses alliés qui attisent la haine entre les travailleuses et les travailleurs. Ils servent le capital et se font le relais de la voracité du patronat sur les droits des travailleurs-ses. Le Medef a franchi une étape supplémentaire dans la normalisation du RN en le rencontrant la semaine dernière. Cette rencontre finit de démontrer que le cordon sanitaire est rompu par le patronat. Elle remet aussi en lumière l'imposture sociale du RN dont le projet politique sert le capital, la libéralisation et la dérégulation au profit des grandes entreprises et des plus riches.

Partout où l'extrême droite est aux commandes, ce sont le monde du travail et ses porte-voix qui sont les premières victimes. Ainsi, la commune de Liévin a vu la commémoration du 1er mai entravée par le maire RN. A Saint-Avold, c'est une initiative organisée par la CGT que le maire veut empêcher. Hier, ce sont toutes les organisations syndicales qui ont été ciblées par le maire de Carcassonne qui veut supprimer leurs locaux. Lorsque l'on s'attaque aux organisations syndicales, on s'attaque directement aux travailleurs-ses, à leurs droits, à leur capacité à s'organiser et peser !

Aujourd'hui, la CGT a interpellé le Premier ministre dans une lettre solennelle, l'appelant à mettre à l'ordre du jour un plan d'urgence pour protéger les travailleur-euses et mettre à contribution les profits avec notamment le blocage des prix du carburant, le rétablissement des prix régulés du gaz et de l'électricité, la hausse de l'ensemble des salaires, du SMIC, du point d'indice et des minima sociaux.

Ce sont ces mesures solides et concrètes dont ont besoin les citoyennes et les citoyens. Plus de 70 000 personnes ont signé la pétition « Hausse du carburant : nous refusons de payer pour travailler ! ». Dès lundi 4 mai, plusieurs secteurs professionnels, dont ceux de la santé/action sociale et des services publics territoriaux, seront mobilisés devant l'Assemblée nationale. Le même jour, dans l'unité syndicale, les salarié-es des laboratoires d'analyses seront en grève pour des augmentations de salaire et pour leurs conditions de travail. De nombreuses luttes sont engagées ou en préparation dans les entreprises et administrations sur les salaires, l'emploi et l'avenir industriel. Les cheminot-es préparent une action de grève nationale unitaire courant juin.

Dans ce contexte revendicatif combatif, et forte de ce 1er mai massif, la CGT appelle l'ensemble de ses militant-es, de ses organisations, à organiser avec le monde du travail la riposte nécessaire.

Montreuil, le 1er mai 2026